

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de Droit commun - Demande de subvention - Emploi, insertion économique et sociale.

Elle s'inscrit également dans l'Agenda du développement économique métropolitain (voté en juin 2022), particulièrement dans le Levier N°3 : Contribuer à l'adéquation des compétences avec les besoins du territoire pour renforcer l'inclusion, Action 4 : encourager les démarches d'expérimentation et d'innovation sociale, Sous action 3 : Démultiplier les actions innovantes de promotion et de découverte des métiers et filières afin de les rendre plus attractifs.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Cité des Métiers de Provence-Alpes-Côte d'Azur a obtenu en 2005 le Label «fonctionnement» Cité des métiers. Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers à savoir : un espace œuvrant dans l'esprit du service public (gratuit et sans rendez-vous), des services centrés sur les besoins des usagers (anonymat), une autonomisation de l'utilisateur pour qu'il soit acteur de sa vie professionnelle, l'interaction du conseil et d'espaces ressources, un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire

La Cité des Métiers souhaite poursuivre sa dynamique de conception, production et réalisation de temps forts afin de répondre au mieux aux enjeux en matière :

- de valorisation des métiers et des filières porteuses économiquement,
- d'emploi et d'insertion des publics les plus éloignés,
- de mise en réseau des acteurs du territoire,
- de professionnaliser les CIP en les informant sur les métiers,
- d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir l'animation directe et le pilotage de projets, à savoir :

- l'organisation d'un séminaire à destination des prescripteurs
- l'organisation d'une action emploi / insertion innovante
- l'organisation d'une action de promotion d'une filière en tension sur le territoire
- l'organisation dans le cadre de la programmation du salon les Nauticales, d'un forum sur les métiers de la mer et du nautisme pour s'informer sur les métiers, s'orienter, se former, trouver un emploi et créer son activité à destination des scolaires et des demandeurs d'emploi. En 2024, dans le cadre des « offs des Nauticales », des actions seront prévues pendant l'année l'année visant à déployer la marque du salon nautique à l'ensemble de la Métropole comme par exemple des visites du GPMM de Marseille et Fos, rencontre BtoBe à destination des entreprises, découverte des innovations du Smart Port...)

- des temps forts avec l'appui au déploiement d'un projet structurant et notamment lié à la transition écologique et ses métiers par exemple. Il s'agira de contribuer au développement économique et environnemental du territoire, en mobilisant les acteurs locaux (animations territoriales à réaliser par la Cité des métiers sur des événements économiques locaux métropolitains entreprises, collectivités, associations, etc.)

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2024.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

-Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

-Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 125 000,00 €, et représente 8,90% du budget prévisionnel global de l'association (hors contributions volontaires).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 60 000 € pour le budget global des actions (au titre de la politique cohésion sociale)
- 45 000 € pour des actions en lien avec les filières économiques du territoire notamment de la mer avec l'organisation d'un forum recrutement lors des Nauticales et des actions en lien avec la filière tout au long de l'année (dont 35 000€ au titre de la politique de développement économique et 10 000€ au titre de la direction de la Mer)
- 20 000€ pour l'organisation d'évènements/actions innovant en lien avec le développement économique et la transition écologique

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.2 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;

▪ Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;

▪ En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;

- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**

- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

Fabrice GREFFET
Président

La Présidente
Martine VASSAL
Ou son représentant

Annexe : Budget prévisionnel 2024



BUDGET PREVISIONNEL 2024			
DEPENSES PREVISIONNELLES	Montant en euros	RECETTES PREVISIONNELLES	Montant en euros
ACHATS	199 000	VENTES DE PRODUITS, PRESTATIONS DE SERVICES	273 450
* Achats d'études et de prestations de service	143 500	*AUTRES RECETTES	273 450
* Fournitures administratives		Taxe d'Apprentissage, Partenariats, prestations...	
* Achats de Matériel, équipements	20 000	SUBVENTIONS	1 130 000
* Achats licences et logiciels informatiques		ETAT	220 000
* Fournitures non stockables (eau, énergie)	35 500	DRDFE	40000
		PRIC-PIC	180000
SERVICES EXTERIEURS	78 750	REGION	285 000
* Sous traitance générale :	45 000	* Région PACA : subvention d'exploitation	230000
* Locations mobilières et immobilières	10 000	- Région PACA : Animation SPRO Marseille	25000
* Entretien et réparation	10 000	* Region "Contrat d'avenir"	30000
* Assurances	6 250		
* Documentation	3 500	COMMUNE	200 000
* Divers	4 000	Ville de Marseille	200 000
		DEPARTEMENT	50 000
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	64 000	CD13	50 000
* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 000		
* Publicités, Publications :	20 000	METROPOLE PROVENCE ALPES CÔTE d'AZUR	125 000
* Déplacements, missions et réceptions	20 000		
* Frais postaux et télécommunications	9 000		
		Organismes sociaux (détailler) :	
IMPOTS ET TAXES	40 000	Fonds européens	250 000
* Taxes sur salaires	40 000	L'agence de services et de paiement	
* Autres impôts et taxes	0	Aides établissements publics	
		Aides privées	
CHARGES DU PERSONNEL	993 700		
* Rémunérations du personnel	677 600	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0
* Charges sociales	313 100	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0
* Autres charges du personnel (médecine du travail)	3 000	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0
		CHARGES FINANCIERES : Agios bancaires	12 000
		CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
		DOTATIONS AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, ENGAGEMENTS	16 000
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	1 403 450	TRANSFERTS DE CHARGES	
		TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	1 403 450
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	461 791	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	461 791
* Locations Mobilières et Immobilières (Ville de Marseille)	268 545	* Locations Mobilières et Immobilières (Ville de Marseille)	268 545
* Dons en nature	0	* Dons en nature	0
* Mise à disposition gratuite de biens et prestations/Partenaires	193 246	* Mise à disposition gratuite de biens et prestations/Partenaires	193 246
* Bénévolat	0	* Bénévolat	0
TOTAL DES CHARGES	1 865 241	TOTAL DES PRODUITS	1 865 241

Fabrice GREFFET
Président